

8 octobre 2018

La corruption, l'autre grand fléau oublié du monde arabo-musulman...

Par Roland Lombardi, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Depuis les échecs des « printemps arabes », on a beaucoup parlé, à juste titre, du péril islamiste ou du naufrage de la démocratie au Sud de la Méditerranée et au Moyen-Orient. Mais revenons ici, sur l'un des plus grands fléaux qui touche depuis trop longtemps le monde arabo-musulman : la corruption.

Actuellement, quoi que l'on en pense, nous nous dirigeons donc vers le retour inévitable des autocraties. Ce que je nommais dans une analyse précédente, le fameux « printemps des militaires »¹. En effet, sauf peut-être en Tunisie, grâce à des raisons intrinsèques et en dépit des attentats et de la menace islamiste, la transition démocratique a, tant bien que mal, relativement réussi (même s'il subsiste encore de nombreux nuages...). Ailleurs, les issues furent souvent beaucoup plus dramatiques et le retour « des hommes forts » et des « dictateurs » semble d'ores et déjà inéluctable.

Le phénomène est bien connu en histoire. Comme l'écrivait Gustave Le Bon, à la fin du XIXe siècle, dans sa célèbre *Psychologie des foules* : « *(les foules) abandonnées à elles-mêmes, sont bientôt lasses de leurs désordres et se dirigent d'instinct vers la servitude* ».

Que cela nous plaise ou non, c'est ainsi. D'ailleurs qui sommes nous, nous Occidentaux, pour juger et donner encore une fois des leçons de morale ? Surtout nous Français, puisqu'il nous aura fallu trois révolutions et cinq républiques afin de parvenir à une démocratie encore bien imparfaite et qui plus est, quotidiennement émaillée par diverses affaires de corruption...

D'autant plus que, il est bon de le rappeler à certains, si les vieux dictateurs sont tombés, c'est moins à cause d'une aspiration à la démocratie et au libéralisme (défendue certes par une infime minorité des révolutionnaires) qu'à une revendication, désespérée et violente, pour la fin du népotisme, de la corruption, une justice plus juste et surtout, un pouvoir plus « redistributeur » (pour la grande majorité).

A présent, pour les populations arabes, les aspirations démocratiques, en dépit de ce que l'on veut encore nous faire croire dans certains cercles européens, sont plus que jamais secondaires. D'ailleurs, il est certain que dans cette partie du monde, on croit à l'autorité, on ne la discute presque jamais et on la respecte. A condition bien sûr que celle-ci soit forte certes, mais par-dessus tout respectable et juste. De même, les Occidentaux paraissent se satisfaire égoïstement de ce retour progressif à des régimes forts, séculiers et laïcs. En effet, après plus de sept années de troubles et de tragédies, celui-ci laisse entrevoir une future stabilité régionale. Toutefois, ce « retour au calme » reste très relatif. Pour preuve, la situation socio-économique de ces pays demeure encore catastrophique et n'augure rien de bon pour l'avenir. Car, comme nous le rappelait Michel Audiard : « sauf pour les dictateurs et les imbéciles, l'ordre n'est pas une fin en soi ».

¹ https://www.huffpostmaghreb.com/roland-lombardi/monde-arabe-vers-un-printemps-des-militaires_b_19217228.html

Au-delà des choix, et des réformes économiques et sociales profondes qui se font dangereusement attendre, certains nouveaux et futurs potentats de la région, devraient prendre urgemment conscience qu'un des plus grands maux du monde arabo-musulman reste encore et toujours la corruption (avec, ne l'oublions jamais, l'islam politique sous toutes ses formes, qui se nourrit d'ailleurs de cette même corruption endémique).

Or, sur les terres du traditionnel *bakchich*, c'est loin d'être gagné ! Pour autant, même si les Occidentaux (et surtout les Français !) sont mal placés pour donner des leçons dans ce domaine, il n'en reste pas moins, que le manque d'intérêt du bien commun, qui caractérise la plupart des leaders de la région, est un véritable cancer. Les motifs et les slogans des émeutes actuelles en Irak et en Iran nous le rappellent très bien...

Pour l'heure, seul le Président égyptien Sissi paraît l'avoir compris : dictateur sûrement plus impitoyable que ses prédécesseurs, il semble demeurer (au moins pour l'instant), honnête et intègre. Certes, il a encore du mal à réformer de fond en comble l'économie archaïque de son pays. Pourtant, on ne peut objectivement nier qu'il a par ailleurs une volonté farouche de combattre toutes les formes de trafics et la corruption qui gangrènent son pays depuis des décennies (en effet, depuis 2014, et c'est historique pour ce pays, près de 1 400 procès de corruption au sein de l'appareil de l'Etat -pots-de-vin, gaspillages et détournements de fonds publics- ont eu lieu et de hautes personnalités, dont notamment un ex-ministre de l'Agriculture, ont été sévèrement condamnées).

De fait, le modèle proposé par Sissi, et qui séduit tous les autocrates en herbe de la région, pourrait se résumer par une nouvelle forme de « dictature éclairée orientale », fondée sur un savant mélange de société plus ou moins ouverte, de libéralisme économique et, ne nous leurrions pas, encore et toujours d'un pouvoir fort. Celui-ci serait alors, bien évidemment, expurgé des travers du passé, comme la prévarication généralisée et un népotisme outrageant.

Les futurs responsables arabes devraient apprendre par cœur la fameuse phrase de Napoléon : « Le peuple est le même partout. Quand on dore ses fers, il ne hait pas la servitude » Cyniquement, notre histoire est également là pour témoigner que, tel que l'a très bien écrit Paul Lombard dans un de ses ouvrages, *Le vice et la vertu* (1999) : les profits personnels et la malversation ne sont pas antinomiques avec l'action politique ou le sens de l'intérêt général. Nos grands corruptibles qu'étaient Richelieu, Mazarin, Napoléon ou Talleyrand, ne sont-ils pas restés dans l'histoire (à tort ou à raison) comme de grands serviteurs de l'Etat ?

Finalement, échaudés par les exemples irakien, syrien et libyen, beaucoup n'aspirent qu'à la sécurité et ne rêvent à présent que de sortir du marasme économique général fortement aggravé par les Printemps arabes. Dans le même temps, comme l'évoquait récemment le professeur Yahia Zoubir², c'est surtout une certaine forme de « sécurité humaine » qui est attendue, c'est-à-dire, grosso modo, le minimum vital. Les rêves démocratiques ont fait long feu. A présent, il faut manger et nourrir sa famille. Au fond, ce que souhaite réellement la jeunesse arabe dans son ensemble, c'est moins des changements politiques profonds que de pouvoir simplement travailler et enfin, vivre dignement. Sans cela, leur tentation à l'exil et à l'émigration ne cessera encore de grandir... avec les conséquences désastreuses que l'on sait, et ce, pour les deux rives de la Méditerranée !

² https://www.econostrum.info/La-politique-mediterraneenne-de-l-Europe-au-banc-des-accuses-des-Rencontres-de-Cybele_a24802.html

A défaut donc de proposer, pour l'instant, des rêves réalisables ou plus modestement, de grands projets de société, il nous faut au moins espérer que les nouveaux et futurs autocrates prennent enfin conscience du bien commun et de l'impérative nécessité d'inventer de nouvelles formes de gouvernances locales.

Roland Lombardi,

Consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil